

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27253]

**12 MAI 1993. — Circulaire ministérielle relative à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon
du 22 avril 1993 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste
pour la promotion des économies d'énergie**

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins des communes de la Région wallonne,
A Mesdames et Messieurs les Présidents de Centres publics d'Aide sociale,
A Mesdames et Messieurs les membres C.P.A.S. des Commissions locales d'avis de coupure,

Le *Moniteur belge* de ce jour publie l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1993 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour la promotion des économies d'énergie.

Ce programme a fait l'objet d'une opération pilote qui s'est déroulée durant la saison de chauffe 1990-1991 et à laquelle les C.P.A.S. et les Guichets de l'Energie avaient déjà été associés.

L'arrêté du 22 avril 1993 a apporté certaines modifications afin de rencontrer les objections formulées lors de l'évaluation de cette expérience, notamment :

- le montant de la subvention octroyée passe de 30.000 FB à 50.000 FB;
- les catégories de bénéficiaires potentiels ont été étendues (l'arrêté se réfère à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 septembre 1985 déterminant les catégories de bénéficiaires d'un minimum d'électricité pour les usages domestiques). Toutefois, une condition de "revenu global maximal" du ménage a été insérée;
- l'arrêté attribue un droit d'initiative au Collège des Bourgmestres et Echevins (représenté habituellement par l'Echevin des Affaires sociales) et aux membres C.P.A.S. des Commissions locales d'avis de coupure de gaz et d'électricité (décret du 21 février 1991);
- la subvention est liquidée directement à l'entrepreneur par la Région wallonne.

Soucieux de faciliter la tâche des autorités locales, je crois utile de leur fournir des précisions quant aux points suivants :

1° que recouvre la notion de "revenu global maximal du ménage à revenu modeste ?" (article 1er, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon).

Sont susceptibles de bénéficier de la subvention, les ménages dont les revenus cumulés de tous les membres ne sont pas supérieurs à la somme des minimex, revenus garantis aux personnes âgées, allocations en faveur des handicapés (cumul possible entre ces allocations) qui seraient obtenus par le ménage s'il n'avait pas d'autre revenu que ces allocations pour chacun de ses membres.

Le contrôle s'effectue sur base du dernier avertissement-extrait de rôle délivré par l'Administration des Contributions directes. Il n'est pas tenu compte des allocations familiales, bourses d'études, etc, mais bien des pensions alimentaires à l'exclusion de celles perçues en faveur des enfants, des revenus de loyer à concurrence de 60 % du loyer perçu et de tous les autres revenus imposables.

Les revenus de capitaux sont également comptés comme revenus, même s'ils ne sont pas pris en compte pour la déclaration fiscale.

Lorsque les personnes bénéficient d'autres revenus, le montant de l'immunisation prévu pour le calcul de l'allocation sociale doit bien entendu être déduit des revenus pris en considération.

Seront déduits les frais médicaux réguliers ou la part contributive régulière d'aides familiales. (La moyenne des frais sera faite sur plusieurs mois, il ne sera pas pris en considération des dépenses exceptionnelles ou ponctuelles).

Toutefois, tout cas particulier doit être apprécié avec bon sens, dans le respect du principe général, par le Collège des Bourgmestres et Echevins représenté habituellement par l'Echevin des Affaires sociales et les membres C.P.A.S. des Commissions locales d'avis de coupure.

2° Rôle du Collège des Bourgmestres et Echevins représenté habituellement par l'Echevin des Affaires sociales et des membres C.P.A.S. des Commissions locales d'avis de coupure.

Les critères d'octroi de la subvention ont été étendus par rapport à l'opération pilote MEBAR qui ne s'adressait uniquement qu'aux minimexés.

L'opération actuelle s'adresse aux personnes :

- qui sont sous la guidance du C.P.A.S.
- qui perçoivent :
 - . le minimex (C.P.A.S.);
 - . le revenu garanti pour personnes âgées (Office national des Pensions);
 - . l'allocation aux handicapés suite à une incapacité permanente de travail ou d'une invalidité d'au moins 65 % (loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés);
 - . une allocation de remplacement de revenus aux handicapés (loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés);
 - . l'allocation d'intégration aux handicapés appartenant aux catégories II, III et IV (loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés);
 - . l'allocation d'aide aux personnes âgées (Ministère de la Prévoyance sociale).

L'arrêté stipule expressément que le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté habituellement par son Echevin des Affaires sociales, et les membres C.P.A.S. des Commissions locales d'avis de coupure peuvent agir d'initiative.

Nombre de bénéficiaires potentiels ne sont en effet pas à même, et ce pour diverses raisons, d'effectuer une démarche active pour obtenir la subvention.

Vu leur connaissance pratique et concrète des conditions de vie de ces ménages à revenu modeste, les assistants sociaux pourront informer ces personnes et leur prêter assistance pour l'introduction de la demande de subvention.

Chaque dossier sera transmis, après vérification de la condition de revenu, au Guichet de l'Energie.

Aucune disposition de l'arrêté ne limite le nombre de subventions pouvant être octroyées à un ménage bénéficiaire. Considérant le cadre social de cette opération, le principe est de limiter la subvention à 50.000 FB par ménage.

Toutefois, compte tenu de circonstances particulières (sinistre, déménagement non volontaire, nature technique de l'intervention,...), il reviendra à la Région wallonne de gérer l'octroi d'une subvention supplémentaire dans le double souci d'éviter les abus qui diminueraient le nombre de bénéficiaires potentiels tout en rencontrant les cas dans leur réalité.

3° Rôle du Guichet de l'Energie.

Le Guichet, le Collège des Bourgmestre et Echevins représenté habituellement par l'Echevin des Affaires sociales et les membres C.P.A.S. de la Commission locale d'avis de coupure agissent en étroite collaboration.

Le Guichet assure le suivi technique de l'opération. A cet égard, il doit se rendre dans l'immeuble du ménage bénéficiaire afin d'y déterminer, compte tenu de l'état de l'immeuble, des moyens de chauffage et du montant de la subvention, les travaux qui seront réalisés en priorité.

Il prend ensuite contact avec l'entrepreneur désigné en fixant le délai de réalisation des travaux.

Il procède avec le ménage et s'il échet, le propriétaire de l'immeuble, à la réception des travaux.

La liste des Guichets et des communes desservies par chacun d'eux est définie ci-après :

Andenne

** Province Namur

* Arrondissement Dinant

Anhée
Beauraing
Dinant
Hamois
Hastière
Havelange
Houyet
Onhaye
Yvoir

* Arrondissement Namur

Andenne
Assesse
Floreffe
Fosses-la-Ville
Gesves
Jemeppe-sur-Sambre
Mettet
Namur
Ohey
Profondeville
Sambreville

Arlon

** Province Luxembourg

* Arrondissement Arlon

Arlon
Attert
Aubange
Martelange
Messancy

* Arrondissement Neufchâteau

Bertrix
Bouillon
Herbeumont
Léglise
Libin
Libramont-Chevigny
Neufchâteau
Paliscul

* Arrondissement Bastogne

Bastogne
Fauvillers
Vaux-sur-Sûre

* Arrondissement Virton

Chiny
Etalle
Florenville
Habay
Meix-devant-Virton
Musson
Rouvroy
Saint-Léger
Tintigny
Virton

** Province Namur

* Arrondissement Dinant

Bièvre
Gedinne
Vresse-sur-Semois

Ath

** Province Hainaut
 * Arrondissement Ath
 Ath
 Beloeil
 Bemissart
 Brugelette
 Chièvres
 Ellezelles
 Flobecq
 Frasnes-lez-Anvaing

* Arrondissement Soignies
 Lessines

* Arrondissement Mons
 Jurbise
 Lens

* Arrondissement Tournai
 Leuze-en-Hainaut

Braine-l'Alleud

** Province Brabant
 * Arrondissement Nivelles
 Braine-l'Alleud
 Braine-le-Château
 Chastre
 Genappe
 Ittre
 La Hulpe
 Lasne
 Nivelles
 Tubize
 Villers-la-Ville
 Waterloo

** Province Namur
 * Arrondissement Namur
 Gembloux
 Sombreffe

Braine-le-Comte

** Province Brabant
 * Arrondissement Nivelles
 Rebecq

** Province Hainaut
 * Arrondissement Charleroi
 Chapelle-lez-Herlaimont
 Manage
 Seneffe

* Arrondissement Soignies
 Braine-le-Comte
 Ecaussinnes
 Enghien
 La Louvière
 Le Roeulx
 Silly
 Soignies

Charleroi

** Province Hainaut
 * Arrondissement Charleroi
 Aiseau-Présles
 Charleroi
 Châtelet
 Courcelles
 Farciennes
 Fleurus
 Fontaine-l'Évêque
 Gerpennes
 Les Bons Villers
 Montigny-le-Tilleul
 Pont-à-Celles
 * Arrondissement Thuin
 Ham-sur-Heure-Nalinnes
 Thuin

** Province Namur
 * Arrondissement Philippeville
 Cerfontaine
 Doische
 Florennes
 Philippeville
 Viroinval
 Walcourt

Eupen

**** Province Liège**
*** Arrondissement Verviers**
 Amel/Amblève
 Baelen
 Bullingen/Bullange
 Burg-Reuland
 Bütgenbach
 Eupen
 Jalhay
 Kelmis/La Calamine
 Limbourg
 Lontzen
 Malmédy
 Plombières
 Raeren
 Saint-Vith
 Waimes
 Welkenraedt

Huy

**** Province Liège**
*** Arrondissement Huy**
 Amay
 Anthisnes
 Burdinne
 Clavier
 Engis
 Ferrières
 Hamoir
 Héron
 Huy
 Marchin
 Modave
 Nandrin
 Ouffet
 Tinlot
 Verlaine
 Villers-le-Bouillet
 Wanze

*** Arrondissement Waremme**
 Berloz
 Braives
 Donceel
 Faimés
 Geer
 Hannut
 Lincent
 Rémicourt
 Saint-Georges-sur-Meuse
 Waremme
 Wasseiges

Liège

**** Province Liège**
*** Arrondissement Liège**
 Ans
 Awans
 Aywaille
 Bassenge
 Beyne-Heusay
 Blégny
 Chaudfontaine
 Comblain-au-Pont
 Dalhem
 Esneux
 Flémalle
 Fléron
 Grâce-Hollogne

*** Arrondissement Verviers**
 Aubel
 Dison
 Herve
 Olne
 Pepinster
 Spa
 Stavelot
 Stoumont
 Theux
 Thimister-Clermont
 Trois-Ponts
 Verviers

Herstal
Juprelle
Liège
Neupré
Oupeye
Saint-Nicolas
Seraing
Soumagne
Sprimont
Trooz
Visé

* Arrondissement Waremme
Crisnée
Fexhe-le-Haut-Clocher
Oreye

Marche-en-Famenne

** Province Liège
* Arrondissement Verviers
Lierneux

** Province Namur
* Arrondissement Dinant
Ciney
Rochefort
Somme-Leuze

** Province Luxembourg
* Arrondissement Bastogne
Bertogne
Gouvy
Houffalize
Sainte-Ode
Vielsalm

* Arrondissement Marche-en-Famenne
Durbuy
Erezée
Hotton
La Roche-en-Ardenne
Manhay
Marche-en-Famenne
Nassogne
Rendeux
Tenneville

* Arrondissement Neufchâteau
Daverdisse
Saint-Hubert
Tellin
Wellin

Mons

** Province Hainaut
* Arrondissement Mons
Boussu
Colfontaine
Dour
Frameries
Hensies
Honnelles
Mons
Quaregnon
Quévy
Quiévrain
Saint-Ghislain

* Arrondissement Thuin
Anderlues
Beaumont
Binche
Chimay
Erquennes
Estinnes
Froidchapelle
Lobbes
Merbes-le-Château
Momignies
Morlanwelz
Sivry-Rance

** Province Namur
* Arrondissement Philippeville
Couvin

Mouscron

** Province Hainaut
* Arrondissement Tournai
Antoing
Brunchaut
Celles
Estaimpuis
Mont-de-l'Enclus
Pecq
Péruwelz
Rumes
Tournai

* Arrondissement Mouscron
Comines-Warnelon
Mouscron

Ottignies Louvain-la-Neuve

**** Province Brabant**
*** Arrondissement Nivelles**
Beauvechain
Chaumont-Gistoux
Court-Saint-Etienne
Grez-Doiceau
Hélicine
Incourt
Jodoigne
Mont-Saint-Guibert
Orp-Jauche
Ottignies Louvain-La-Neuve
Perwez
Ramillies
Rixensart
Walhain
Wavre

**** Province Namur**
*** Arrondissement Namur**
Eghezée
Femelmont
La Bruyère

4° Les annexes suivantes sont jointes à la circulaire :

– Annexe 1 : document à envoyer par les membres C.P.A.S. des Commissions locales d'avis de coupure aux bénéficiaires potentiels.

– Annexe 2 : document à envoyer par le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté habituellement par son Echevin des Affaires sociales, aux bénéficiaires potentiels.

– Annexe 3 : formulaire de demande individuelle de subvention.

Bruxelles, le 12 mai 1993.

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

A. LIENARD.

Annexe 1

Commission locale
d'avis de coupure

Madame
Monsieur

Tél :

Madame,
Monsieur,

Des crédits sont actuellement disponibles auprès du Ministère de la Région wallonne pour permettre la réalisation de travaux (mobiliers et/ou immobiliers) dans votre logement en vue d'économiser l'énergie.

Les conditions pour bénéficier de cette subvention, qui est de 50.000 FB maximum et qui couvre la totalité des travaux effectués, sont les suivantes :

1° faire l'objet d'une décision d'octroi du minimum de moyens d'existence ou être sous la guidance financière du C.P.A.S.;

2° le revenu maximal global du ménage ne peut être supérieur à la somme des minimex, revenus garantis aux personnes âgées, allocations en faveur des handicapés (cumul possible entre ces allocations) qui serait obtenue par le ménage s'il n'avait pas d'autres revenus que ces allocations pour chacun de ses membres.

Les membres C.P.A.S. de la Commission locale d'avis de coupure ont été chargés d'examiner les dossiers.

Si vous êtes intéressés par cette opération, nous vous invitons à nous renvoyer le document ci-annexé ou à prendre contact le plus rapidement possible avec votre assistant(e) social(e)

M.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour la Commission

Annexe 2

Le Collège des Bourgmestre et Echevins

L'Echevin des Affaires sociales

Monsieur
Madame

Tél :

Monsieur,
Madame,

Des crédits sont actuellement disponibles auprès du Ministère de la Région wallonne pour permettre la réalisation de travaux (mobiliers et/ou immobiliers) dans votre logement en vue d'économiser l'énergie.

Les conditions pour bénéficier de cette subvention, qui est de 50.000 FB maximum et qui couvre la totalité des travaux effectués,

sont les suivantes :

1° * percevoir le revenu garanti pour personnes âgées (Office national des Pensions) ou l'allocation d'aide aux personnes âgées (Ministère de la Prévoyance sociale).

* être bénéficiaire :

- d'une allocation aux handicapés suite à une incapacité permanente de travail ou d'une invalidité d'au moins 65 % (loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés);

- d'une allocation de remplacement de revenus aux handicapés (loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés);

- d'une allocation d'intégration aux handicapés appartenant aux catégories II, III et IV (loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés).

2° le revenu maximal global du ménage ne peut être supérieur à la somme des minimex, revenus garantis aux personnes âgées, allocations en faveur des handicapés (cumul possible entre ces allocations) qui serait obtenue par le ménage s'il n'avait pas d'autres revenus que ces allocations pour chacun de ses membres.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par son Echevin des Affaires sociales, a été chargé de l'étude des dossiers.

Si vous êtes intéressés par cette opération, nous vous invitons à nous renvoyer le document ci-annexé ou à prendre contact le plus rapidement possible avec votre assistant(e) social(e)

M

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Annexe 3

Formulaire de demande individuelle de subvention

I. Identification du bénéficiaire

a) Nom Prénom Age
Domicile : rue n°/boîte commune
code postal

b) Personnes à charge

1. Nom Prénom Age
2. Nom Prénom Age
3.

c) Locataire – propriétaire (*)

d) Revenus annuels

2. Engagement du bénéficiaire

Je soussigné déclare avoir pris connaissance et accepter les conditions prévues dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1993 relatif à l'octroi de subsides aux ménages à revenu modeste pour effectuer des travaux d'utilisation rationnelle de l'énergie, notamment j'autorise la visite du logement par le personnel du Guichet de l'Energie, avant, pendant et après les travaux.

Date
Signature

3. Identification du propriétaire (**)

Nom Prénom
Domicile : rue n°/boîte commune
code postal

(*) Biffer la mention inutile

(**) Volet à remplir si le bénéficiaire est locataire

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 27253]

12. MAI 1993. - Ministerialrundsreiben betreffend den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1993 über die Gewährung von Zuschüssen an Haushalte mit bescheidenem Einkommen für die Förderung von Energiesparungen

An die Damen und Herren Bürgermeister und Schöffen der Gemeinden der Wallonischen Region,
 An die Damen und Herren Vorsitzenden der öffentlichen Sozialhilfezentren,
 An die Damen und Herren Mitglieder der öffentlichen Sozialhilfezentren, die den lokalen Gutachterskommissionen über Gas- und Stromabspernung angehören,

Das heutige *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1993 über die Gewährung von Zuschüssen an Haushalte mit bescheidenem Einkommen für die Förderung von Energiesparungen.

Dieses Programm ist Gegenstand einer Versuchsoperation gewesen, die während der Heizperiode 1990-1991 verlaufen ist und an der die öffentlichen Sozialhilfezentren und die Energieschalter schon Anteil genommen haben.

Der Erlaß vom 22. April 1993 hat gewisse Abänderungen gebracht, um den bei der Schätzung dieses Versuches erhobenen Einwände zu nachzukommen, insbesondere :

- der gewährte Zuschuß von 30.000 BEF beträgt jetzt 50.000 BEF;
- die Kategorien der potentiellen Bezugsberechtigten sind erweitert worden (der Erlaß bezieht sich auf Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. September 1985 zur Festlegung der Kategorien von Bezugsberechtigten für ein Minimum an Stromabfuhr für den Haushaltsbrauch). Eine Bedingung betreffend das "gesamte Höchsteinkommen" ist jedoch darin beigefügt worden;
- der Erlaß gewährt dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium (im allgemeinen vom Schöffen der Sozialen Angelegenheiten vertreten) und den Mitgliedern der öffentlichen Sozialhilfezentren, die den lokalen Gutachterskommissionen über Gas- und Stromabspernung angehören (Dekret vom 21. Februar 1991), ein Initiativrecht;
- die Wallonische Region zahlt direkt dem Unternehmer den Zuschuß aus.

Um die Aufgabe der lokalen Behörden zu erleichtern, halte ich es für nötig, Ihnen Einzelheiten über den folgenden Punkten mitzuteilen :

1° Was bedeutet das "gesamte Höchsteinkommen des Haushalts mit bescheidenem Einkommen" ? (Artikel 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive)

Die Haushalte, die den Zuschuß genießen könnten, sind diejenigen, bei denen die zusammengerechneten Einkommen der gesamten Mitglieder nicht höher als die Summe der Existenzminima, der den Betagten garantierten Einkommen und der Zulagen für Behinderte (mögliche Kumulierung dieser Zulagen) sein; die der Haushalt erhalten würde, wenn er kein anderes Einkommen als diese Zulagen für jeden seiner Mitglieder hätte.

Die Kontrolle wird auf Grund des von der Verwaltung der direkten Steuern letzten ausgestellten Steuerbescheids der Heberolle ausgeübt. Die Kinderzulagen, Stipendien usw. werden nicht in Betracht gezogen. Die Alimente, mit der Ausnahme der Alimente für Kinder, die Mieteinnahmen bis zur Höhe von 60% des erhaltenen Mietes und die übrigen steuerpflichtigen Einkommen werden berücksichtigt.

Die Einkünfte aus Kapitalien werden auch als Einkommen berücksichtigt, auch wenn sie nicht für die Steuererklärung in Betracht gezogen werden.

Wenn die Personen andere Einkommen beziehen, muß der für die Berechnung des Sozialzuschusses vorgesehene Freibetrag selbstverständlich von den berücksichtigten Einkommen abgezogen werden.

Die regelmäßigen medizinischen Kosten oder der regelmäßige Beitrag zu der Haushaltshilfe werden abgezogen. (Der Mittelwert der Kosten wird auf mehrere Monate berechnet. Die außergewöhnlichen oder punktuellen Ausgaben werden nicht in Betracht gezogen).

Jeder Einzelfall soll jedoch vernünftig und im Respekt des allgemeinen Grundsatzes vom im allgemeinen vom Schöffen der sozialen Angelegenheiten vertretenen Bürgermeister- und Schöffenkollegium, den Mitgliedern der öffentlichen Sozialhilfe, die den lokalen Gutachterskommissionen über Gas- und Stromabspernung angehören, geprüft werden.

2° Funktion des im allgemeinen vom Schöffen der sozialen Angelegenheiten vertretenen Bürgermeister- und Schöffenkollegiums und der Mitglieder der öffentlichen Sozialhilfe, die den lokalen Gutachterskommissionen über Gas- und Stromabspernung angehören.

Die Kriterien zur Gewährung des Zuschusses wurden im Verhältnis zu der Versuchsoperation MEBAR erweitert, die sich nur auf die Personen, die das Existenzminimum bekommen, bezog.

Die heutige Operation richtet sich an :

- die Personen, die vom öffentlichen Sozialhilfezentrum abhängig sind;
- die das Folgende erhalten :
 - . das Existenzminimum (öffentliches Sozialhilfezentrum);
 - . das den Betagten garantierten Einkommen (Landesamt für Renten);

. die Behindertenbeihilfe infolge einer dauernden Arbeitsunfähigkeit oder einer Invalidität von wenigstens 65 % (Gesetz vom 27. Juni 1969 über die Gewährung von Behindertenbeihilfen);

. eine Einkommensersatzbeihilfe für Behinderte (Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen);

. die Eingliederungsbeihilfe für Behinderte der Klassen II, III und IV (Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen);

. die Fürsorgeunterstützung für Betagte (Ministerium der sozialen Fürsorge).

Im Erlaß wird ausdrücklich festgeschrieben, daß das im allgemeinen vom Schöffe der sozialen Angelegenheiten vertretene Bürgermeister- und Schöffenkollegium und die Mitglieder der öffentlichen Sozialhilfezentren, die den lokalen Gutachtenskommissionen über Gas- und Stromabspernung angehören, aus eigener Initiative handeln können.

Aus verschiedenen Gründen sind viele potentiellen Bezugsberechtigten tatsächlich nicht in der Lage, Schritte zu unternehmen, um den Zuschuß zu erhalten.

Angesichts ihres praktischen und konkreten Kenntnisses der Lebensbedingungen dieser Haushalte mit bescheidenem Einkommen können die Sozialarbeiter diesen Personen Auskünfte erteilen und ihnen bei der Einreichung des Antrags auf Zuschuß helfen.

Nach Überprüfung der Bedingung betreffend das Einkommen wird jede Akt dem Energieschalter übermittelt.

Keine Bestimmung des Erlasses beschränkt die Anzahl der Zuschüsse, die einem bezugsberechtigten Haushalt gewährt werden können. Angesichts des sozialen Rahmens dieser Operation wird der Zuschuß auf 50.000 BEF pro Haushalt beschränkt.

Unter Berücksichtigung besonderer Umstände (Katastrophe, unfreiwilligen Umzuges, technischer Natur der Bezuschußung...) wird die Wallonische Region als Aufgabe haben, sich mit der Gewährung eines zusätzlichen Zuschusses zu beschäftigen, und das im doppelten Bestreben, die Mißbräuche, die die Anzahl der potentiellen Bezugsberechtigten vermindern könnten, zu vermeiden und jeden Fall in seiner Realität zu prüfen.

3° Funktion des Energieschalters.

Der Schalter, das im allgemeinen vom Schöffe der Sozialen Angelegenheiten vertretene Bürgermeister- und Schöffenkollegium und die Mitglieder der öffentlichen Sozialhilfezentren, die der lokalen Gutachtenskommission über Gas- und Stromabspernung angehören, arbeiten fest zusammen.

Der Schalter beschäftigt sich mit dem technischen Aspekt der Operation. In dieser Hinsicht muß er in das Gebäude des bezugsberechtigten Haushalts gehen, um unter Berücksichtigung des Zustands des Gebäudes, der Heizmittel und des Betrags des Zuschusses die mit Vorrang auszuführenden Arbeiten zu bestimmen.

Er kommt dann in Verbindung mit dem bezeichneten Unternehmer und legt die Frist für die Arbeitsausführung fest.

Er nimmt mit dem Haushalt oder ggf. mit dem Eigentümer des Gebäudes die Abnahme der Arbeiter vor.

Die Liste der Schalter und der mit denen versehenen Gemeinde steht hierunter :

Andenne

** Provinz Namur

* Bezirk Dinant

Anhée

Beauraing

Dinant

Hamois

Hastière

Havelange

Houyet

Onhaye

Yvoir

* Bezirk Namur

Andenne

Assesse

Floreffe

Fosses-la-Ville

Gesves

Jemeppe-sur-Sambre

Mettet

Namur

Ohéy

Profondeville

Sambreville

Arlon

** Provinz Luxemburg

* Bezirk Arlon

Arlon

Attert

Aubange

Martelange

Messancy

* Bezirk Neufchâteau

Bertrix

Bouillon

Herbemont

Léglise

Libin

* Bezirk Bastogne

Bastogne

Fauvillers

Vaux-sur-Sûre

* Bezirk Virton

Chiny

Etalle

Florenville

Habay

Meix-devant-Virton

Libramont-Chevigny
Neufchâteau
Paliseul

** Provinz Namur
* Bezirk Dinant
Bièvre
Gedinne
Vresse-sur-Semois

Musson
Rouvroy
Saint-Léger
Tintigny
Virton

Ath

** Provinz Hennegau
* Bezirk Ath
Ath
Beloeil
Bernissart
Brugellette
Chièvres
Ellezelles
Flobecq
Frasnes-lez-Anvaing

* Bezirk Soignies
Lessines

* Bezirk Mons
Jurbise
Lens

* Bezirk Tournai
Leuze-en-Hainaut

Braine-l'Alleud

** Provinz Brabant
* Bezirk Nivelles
Braine-l'Alleud
Braine-le-Château
Chastre
Genappe
Ittre
La Hulpe
Lasne
Nivelles
Tubize
Villers-la-Ville
Waterloo

** Provinz Namur
* Bezirk Namur
Gembloux
Sombreffe

Braine-le-Comte

** Provinz Brabant
* Bezirk Nivelles
Rebecq

* Bezirk Soignies
Braine-le-Comte
Ecaussinnes
Enghien
La Louvière
Le Roeulx
Gilly
Soignies

* Provinz Hennegau
* Bezirk Charleroi
Chapelle-lez-Herlaimont
Manage
Seneffe

Charleroi

** Provinz Hennegau
* Bezirk Charleroi
Aiseau-Presles
Charleroi
Châtelet
Courcelles
Farciennes
Fleurus
Fontaine-l'Evêque
Gerpennes
Les Bons Villers
Montigny-le-Tilleul
Pont-à-Celles
* Bezirk Thuin
Ham-sur-Heure-Nalinnes
Thuin

* Provinz Namur
* Bezirk Philippeville
Cerfontaine
Doische
Florennes
Philippeville
Viroinval
Walcourt

Eupen

** Provinz Lüttich
* Bezirk Verviers
Amel
Baclen
Büllingen
Burg-Reuland
Bütgenbach
Eupen
Jalhay
Kelmis
Limburg
Lontzen
Malmedy
Plombières
Raeren
Sankt Vith
Waimès
Welkenraedt

Huy

** Provinz Lüttich
* Bezirk Huy
Amay
Anthisnes
Burdinne
Clavier
Engis
Ferrières
Hamoir
Héron
Huy
Marchin
Modave
Nandrin
Ouffet
Tinlot
Verlaine
Villers-l.-Bouillet
Wanze

* Bezirk Waremme
Berloz
Braives
Donceel
Faimès
Geer
Hannut
Lincent
Remicourt
Saint-Georges-Sur-Meuse
Waremme
Wassciges

Lüttich

** Provinz Lüttich
 * Bezirk Lüttich
 Ans
 Awans
 Aywaille
 Bassenge
 Beyne-Heusay
 Blégny
 Chaudfontaine
 Comblain-au-Pont
 Dalhem
 Esneux
 Flémalle
 Fléron
 Grâce-Hollogne
 Herstal
 Juprelle
 Lüttich
 Neupré
 Oupeye
 Saint-Nicolas
 Seraing
 Soumagne
 Sprimont
 Trooz
 Visé

* Bezirk Verviers
 Aubel
 Dison
 Herve
 Olne
 Pepinster
 Spa
 Stavelot
 Stoumont
 Theux
 Thimister-Clermont
 Trois-Ponts
 Verviers
 * Bezirk Waremme
 Crisnée
 Fexhe-le-Haut-Clocher
 Oreye

Marche-en-Famenne

** Provinz Lüttich
 * Bezirk Verviers
 Liemeux

 ** Provinz Luxemburg
 * Bezirk Bastogne
 Bertogne
 Gouvy
 Houffalize
 Sainte-Ode
 Vielsalm

 * Bezirk Neufchâteau
 Daverdisse
 Saint-Hubert
 Tellin
 Wellin

** Provinz Namur
 * Bezirk Dinant
 Ciney
 Rochefort
 Somme-Leuze

 * Bezirk Marche-en-Famenne
 Durbuy
 Erezée
 Hotton
 La-Roche-en-Ardenne
 Manhay
 Marche-en-Famenne
 Nassogne
 Rendeux
 Tenneville

Mons

** Provinz Hennegau
 * Bezirk Mons
 Boussu
 Colfontaine
 Dour
 Frameries

* Bezirk Thuin
 Anderlues
 Beaumont
 Binche
 Chimay

Hensies
 Honnelles
 Mons
 Quaregnon
 Quévy
 Quiévrain
 Saint-Ghislain

** Provinz Namur
 * Bezirk Philippeville
 Couvin

Erquelines
 Estinnes
 Froidchapelle
 Lobbes
 Merbes-le-Château
 Momignies
 Morlanwelz
 Sivry-Rance

Mouscron

** Provinz Hennegau
 * Bezirk Tournai
 Antoing
 Brunehaut
 Celles
 Estaimpuis
 Mont-de-l'Enclus
 Pecq
 Peruwelz
 Rumes
 Tournai

* Bezirk Mouscron
 Comines-Warneton
 Mouscron

Ottignies Louvain-la-Neuve

** Provinz Brabant
 * Bezirk Nivelles
 Beauvechain
 Chaumont-Gistoux
 Court-Saint-Etienne
 Grez-Doiceau
 Hélécine
 Incourt
 Jodoigne
 Mont-Saint-Guibert
 Orp-Jauche
 Ottignies Louvain-la-Neuve
 Perwez
 Ramillies
 Rixensart
 Walhain
 Wavre

* Provinz Namur
 * Bezirk Namur
 Eghezée
 Fernelmont
 La Bruyère

4° Die folgenden Dokumenten werden dem Rundschreiben beigelegt :

- Anlage 1 : Dokument, das die Mitglieder der öffentlichen Sozialhilfezentren, die den lokalen Gutachtenskommissionen über Absperrungen angehören, den potentiellen Bezugsberechtigten zu schicken müssen.

- Anlage 2 : Dokument, das das im allgemeinen vom Schöffen der Sozialen Angelegenheiten vertretene Bürgermeister- und Schöffenkollegium den potentiellen Bezugsberechtigten zuschicken muß.

- Anlage 3 : Formular des individuellen Antrags auf Zuschuß.

Brüssel, den 12. Mai 1993

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

A. LIENARD

Anlage 1.

Lokale Gutachtskommission
über Absperrungen

Frau
Herr

Tel.

Sehr verehrte Frau...
Sehr geehrter Herr...

Kredite sind jetzt verfügbar beim Ministerium der Wallonischen Region um die Möglichkeit zu geben, Arbeiten (Mobiliën- und/oder Immobilienarbeiten) in Ihrer Wohnung zwecks einer Energiesparung auszuführen.

Die Bedingungen für die Erhaltung dieses Zuschusses, der höchstens 50.000 BEF beträgt und die die Gesamtheit der Arbeiten deckt, sind die folgenden :

1° Gegenstand eines Beschlusses der Gewährung des Existenzminimums oder vom öffentlichen Sozialhilfezentrum finanziell abhängig sein

2° Das gesamte Höchsteinkommen des Haushaltes darf nicht höher als die Summe der Existenzminima, der den Betagten garantierten Einkommen, der Behindertenbeihilfe (mögliche Kumulierung dieser Zulagen) sein, die der Haushalt erhalten würde, wenn er kein anderes Einkommen als diese Zulage für jeden seiner Mitglieder hätte.

Die Mitglieder der öffentlichen Sozialhilfezentren, die der lokalen Gutachtskommission über Absperrungen angehören, sind mit der Überprüfung der Akte beauftragt worden.

Wenn Sie an diese Operation interessiert sind, können Sie uns das beigefügte Dokument zurückschicken oder so schnell wie möglich Kontakt mit Ihrem (Ihrer) Sozialarbeiter(in) aufnehmen.

Mit freundlichen Grüßen

Für die Kommission

Anlage 2.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium

Der Schöffe der Sozialen Angelegenheiten

Frau
Herr

Tel.

Sehr verehrte Frau...
Sehr geehrter Herr...

Kredite sind jetzt verfügbar beim Ministerium der Wallonischen Region um die Möglichkeit zu geben, Arbeiten (Mobilien- und/oder Immobilienarbeiten) in Ihrer Wohnung zwecks einer Energiesparung auszuführen.

Die Bedingungen für die Erhaltung dieses Zuschusses, der höchstens 50.000 BEF beträgt und die die Gesamtheit der Arbeiten deckt, sind die folgenden :

1° * Das den Betagten garantierte Einkommen (Landesamt für Renten) oder die Unterstützungsbeihilfe für Betagte (Ministerium der Sozialen Fürsorge) erhalten.

* das Folgende empfangen :

- eine Behindertenbeihilfe infolge einer dauernden Arbeitsunfähigkeit oder einer Invalidität von mindestens 65 % (Gesetz vom 27. Juni 1969 über die Gewährung von Behindertenbeihilfen);
- eine Einkommensersatzbeihilfe für Behinderte (Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen);
- die Eingliederungsbeihilfe für Behinderte der Klassen II, III und IV (Gesetz vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen).

2° Das gesamte Höchstseinkommen des Haushaltes darf nicht höher als die Summe der Existenzminima, der den Betagten garantierten Einkommen, der Behindertenbeihilfe (mögliche Kumulierung dieser Zulagen) sein, die der Haushalt erhalten würde, wenn er kein anderes Einkommen als diese Zulagen für jedes seiner Mitglieder hätte.

Das von seinem Schöffen der Sozialen Angelegenheiten vertretene Bürgermeister- und Schöffenkollegium ist mit der Überprüfung der Akte beauftragt worden.

Wenn Sie an diese Operation interessiert sind, können Sie uns das beigelegte Dokument zurückschicken oder so schnell wie möglich Kontakt mit Ihrem (Ihrer) Sozialarbeiter(in) aufnehmen.

Mit freundlichen Grüßen,

Für das Bürgermeister- und Schöffenkollegium :

Anlage 3

Formular des Individuellen Antrags auf Zuschuss

I. Identifikation des Bezugsberechtigten

a) Name		Vorname	Alter
Wohnsitz :	Strasse	Gemeinde	Nr/Postfach
	Plz		

b) Personen, die zu Lasten sind :

1. Name	Vorname	Alter
2. Name	Vorname	Alter
3.		

c) Mieter – Eigentümer (*)

d) Jährliches Einkommen

2. Zusage des Bezugsberechtigten

Ich erkläre hiermit, daß ich Kenntnis von
 die im Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1993 über die Gewährung von Zuschüssen an
 Haushalte mit bescheidenem Einkommen für die Förderung von Energiesparungen vorgesehene Bedingungen zwecks
 der Ausführung von Arbeiten zur rationellen Energiebenutzung genommen und diese Bedingungen angenommen habe.
 Insbesondere erlaube ich den Besuch der Wohnung durch das Personal des Energieschalters vor und nach den Arbeiten
 sowie während deren.

Datum
 Unterschrift

3. Identifikation des Eigentümers (**)

Name		Vorname	Alter
Wohnsitz :	Strasse	Gemeinde	Nr/Postfach
	Plz		

(*) Nichtzutreffendes bitte streichen

(**) Teil zu erfüllen, wenn der Bezugsberechtigte Mieter ist

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[C - 27253]

12 MEI 1993. - Ministeriële omzendbrief betreffende het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1993 tot toekenning van toelagen aan gezinnen met een bescheiden inkomen met het oog op de bevordering van energiebesparingen

Aan de dames en heren Burgemeesters en Schepenen van de gemeenten van het Waalse Gewest,
Aan de dames en heren Voorzitters van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn,
Aan de dames en heren OCMW-leden van de plaatselijke adviescommissies van afsluiting,

In het *Belgisch Staatsblad* van heden verschijnt het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1993 tot toekenning van toelagen aan gezinnen met een bescheiden inkomen met het oog op de bevordering van energiebesparingen.

Dat programma is tijdens het verwarmingsseizoen 1990-1991 het voorwerp geweest van een proef-operatie waaraan de OCMW's en de energieloketten deelgenomen hebben.

Het besluit van 22 april 1993 heeft bepaalde wijzigingen aangebracht om tegemoet te komen aan de bij de inschatting van dat experiment geformuleerde bezwaren, met name :

- het bedrag van de toegekende toelage wordt van 30.000 F tot 50.000 BEF opgevoerd;
- de categorieën van potentiële rechthebbenden werden uitgebreid (het besluit verwijst naar artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 september 1985 houdende bepaling van de categorieën van rechthebbenden op een minimum elektriciteit voor huishoudelijke gebruiken). Er werd echter een voorwaarde van "maximaal globaal inkomen" van het gezin ingevoegd;
- het besluit geeft een initiatiefrecht aan het College van burgemeester en schepenen (gewoonlijk vertegenwoordigd door de schepenen van Sociale Zaken) en aan de OCMW-leden van de plaatselijke adviescommissies inzake gas- en stroomafsluiting (decreet van 21 februari 1991);
- de toelage wordt rechtstreeks door het Waalse Gewest aan de aannemer uitbetaald.

Om de taak van de plaatselijke overheid te vereenvoudigen, lijkt het mij nuttig haar nadere gegevens te verschaffen omtrent volgende punten :

1° wat houdt het begrip "maximaal globaal inkomen" van een gezin met een bescheiden inkomen in ? (art. 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve)

Komen in aanmerking voor de toelage, de gezinnen waarvan de som van de gecumuleerde inkomsten van alle leden niet groter is dan de som van de bestaansminima, aan bejaarden gegarandeerde inkomens, tegemoetkomingen aan minder-validen (mogelijkheid om die uitkeringen te cumuleren) waarover het gezin zou beschikken indien het geen andere inkomsten zou genieten dan voornoemde tegemoetkomingen.

Het toezicht gebeurt aan de hand van het laatste aanslagbiljet uitgereikt door de Administratie der Directe Belastingen. Er wordt geen rekening gehouden met kinderbijslagen, studiebeurzen, enz..., maar wel met uitkeringen tot onderhoud, met uitzondering van die ontvangen voor kinderen, met huurinkomsten ten belope van 60% van de ontvangen huur en met elk ander belastbaar inkomen.

Inkomsten van kapitalen worden eveneens als inkomsten beschouwd, zelfs indien ze niet in aanmerking komen voor de belastingaangifte.

Wanneer de personen over andere inkomsten beschikken, moet het voor de berekening van de sociale uitkering bestemde immunisatiebedrag vanzelfsprekend van de in aanmerking genomen inkomsten afgetrokken worden.

De regelmatige medische onkosten of de regelmatige belastingaanslag van gezinshelpsters worden afgetrokken. (Het gemiddelde van de onkosten wordt over verschillende maanden berekend, buitengewone of punctuele uitgaven komen niet in aanmerking.)

Elk apart geval dient echter met gezond verstand en rekening houdend met het algemeen beginsel te worden ingeschat door het College van burgemeester en schepenen, gewoonlijk vertegenwoordigd door de schepenen van Sociale Zaken, en de OCMW-leden van de plaatselijke adviescommissies van afsluiting.

2° Rol van het College van burgemeester en schepenen, gewoonlijk vertegenwoordigd door de schepenen van Sociale Zaken, en van de leden van de plaatselijke adviescommissies van afsluiting.

De toekenningscriteria van de toelage werden uitgebreid in vergelijking met de proef-operatie MEBAR die enkel bestemd was voor de bestaansminima.

De huidige operatie betreft personen :

- die door een OCMW geholpen worden;
- die recht hebben op :
 - . het bestaansminimum (OCMW);
 - . het gegarandeerde inkomen voor bejaarden (Rijksdienst voor Pensioenen);
 - . de tegemoetkoming aan gehandicapten wegens een blijvende arbeidsongeschiktheid of een invaliditeit van minstens 65% (wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen);

- . een inkomensvervangende tegemoetkoming aan gehandicapten (wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten);
- . de integratietegemoetkoming aan de gehandicapten die tot de categorieën II, III en IV behoren (wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten);
- . de hulpuitkering aan bejaarden (Ministerie van Sociale Voorzorg).

Het besluit bepaalt uitdrukkelijk dat het College van burgemeester en schepenen, gewoonlijk vertegenwoordigd door zijn schepenen van Sociale Zaken, en de OCMW-leden van de plaatselijke commissies van afsluiting op eigen INITIATIEF mogen handelen.

Talrijke mogelijke rechthebbers zijn inderdaad voor diverse redenen niet in staat de nodige stappen te ondernemen om een toelage te verkrijgen.

Gelet op hun praktische kennis van de levensomstandigheden van gezinnen met een bescheiden inkomen, kunnen de maatschappelijke assistenten die personen inlichten en ze helpen bij de indiening van hun toelageaanvraag.

Elk dossier wordt na onderzoek van de inkomensvoorwaarde naar het energieloket gestuurd.

Geen enkele bepaling van het besluit legt een beperking op van het aantal toelagen dat aan een rechthebbend gezin kan worden toegekend. Gelet op de sociale context van de operatie bestaat het principe erin de toelage tot 50.000 F per gezin te beperken.

Rekening houdend met bijzondere omstandigheden (onheil, onvrijwillige verhuizing, technische aard van de tussenkomst,...), zal het Waalse Gewest de toekenning van een bijkomende toelage moeten beheren met een dubbele bedoeling, met name de bestrijding van misbruiken die een vermindering van het aantal mogelijke rechthebbenden tot gevolg zouden kunnen hebben en de benadering van elk geval in zijn specifieke context.

3° Rol van het energieloket.

Het loket, het College van burgemeester en schepenen, gewoonlijk vertegenwoordigd door de schepenen van Sociale Zaken, en de OCMW-leden van de plaatselijke adviescommissie van afsluiting handelen in nauwe samenwerking.

Het loket staat in voor de technische follow-up van de operatie. In dat opzicht moet het zich naar de woning van het rechthebbende gezin begeven om te bepalen welke werkzaamheden er eerst zullen worden uitgevoerd, rekening houdend met de staat van het gebouw, de verwarmingsmiddelen en het bedrag van de toelage.

Hij neemt vervolgens contact op met de aangewezen aannemer en stelt de uitvoeringstemijn voor de werkzaamheden vast.

Hij gaat met het gezin, en indien nodig met de eigenaar van het gebouw, over tot de aanneming van de werken.

Hierna volgt de lijst van de loketten en van de gemeenten die zij bedienen :

Andenne

** Provincie Namen

* Arrondissement Dinant

Anhée
Beauraing
Dinant
Hamois
Hastière
Havelange
Houyet
Onhayet
Yvoir

Arrondissement Namen
Andenne
Assesse
Florefe
Fosses-la-Ville
Gesves
Jemeppe-sur-Sambre
Mettet
Namen
Ohey
Profondeville
Sambreville

Aarlen

** Provincie Luxemburg

* Arrondissement Aarlen

Aarlen
Attert
Aubange
Martelange
Messancy
* Arrondissement Neufchâteau
Bertrix
Bouillon
Herbeumont
Léglise
Libin
Libramont-Chevigny

* Arrondissement Bastenaken

Bastenaken
Fauvillers
Vaux-sur-Sûre

* Arrondissement Virton

Chiny
Etalle
Florenville
Ilabay
Meix-sur-Virton
Musson

Neufchâteau
Paliseul

Rouvroy
Saint-Léger
Tintigny
Virton

** Provincie Namen
* Arrondissement Dinant
Bièvre
Gedinne
Vresse-sur-Semois

Aat

** Provincie Henegouwen
* Arrondissement Aat
Aat
Belœil
Bernissart
Bruglette
Chièvres
Elzele
Vloesberg
Frasnes-lez-Anvaing

* Arrondissement Zinnik
Lessen

* Arrondissement Bergen
Jurbeke
Lens

* Arrondissement Doornik
Leuze-en-Hainaut

Eigenbrakel

** Provincie Brabant
* Arrondissement Nijvel
Eigenbrakel
Kasteelbrakel
Chastre
Genepiën
Itter
Terhulpen
Lasne
Nijvel
Tubeké
Villers-la-Ville
Waterloo

** Provincie Namen
** Arrondissement Namen
Gembloers
Sombreffe

's-Gravenbrakel

** Provincie Brabant
* Arrondissement Nijvel
Rebecq

** Provincie Henegouwen
* Arrondissement Charleroi
Chapelle-lez-Herlaimont
Manage
Seneffe

* Arrondissement Zinnik
's-Gravenbrakel
Ecaussinnes
Edingen
La Louvière
Le Roeulx
Opzullik
Zinnik

Charleroi

** Provincie Henegouwen
 * Arrondissement Charleroi
 Aiseau-Présles
 Charleroi
 Châtelet
 Courcelles
 Farciennes
 Fleurus
 Fontaine-l'Évêque
 Gerpinnes
 Les Bons Villers
 Montigny-le-Tilleul
 Pont-à-Celles
 * Arrondissement Thuin
 Ham-sur-Heure-Nalinnes
 Thuin

** Provincie Namen
 * Arrondissement Philippeville
 Cerfontaine
 Doische
 Florennes
 Philippeville
 Viroinval
 Walcourt

Eupen

** Provincie Luik
 * Arrondissement Verviers
 Amel/Amblève
 Baclen
 Bullingen/Bullange
 Burg-Reuland
 Bütgenbach
 Eupen
 Jalhay
 Kelmis/La Calamine
 Limbourg
 Lontzen
 Malmedy
 Plombières
 Raeren
 Saint-Vith
 Waimes
 Welkenraedt

Hoei

** Provincie Luik
 * Arrondissement Hoei
 Amay
 Anthisnes
 Burdinne
 Clavier
 Engis
 Ferrières
 Hamoir
 Héron
 Hoei
 Marchin
 Modave
 Nandrin
 Ouffet
 Tinlot
 Verlaine
 Villers-le-Bouillet
 Wanze

* Arrondissement Borgworm
 Berloz
 Braives
 Donceel
 Faimes
 Geer
 Hannuit
 Lijsem
 Remicourt
 Saint-Georges-sur-Meuse
 Borgworm
 Wasseiges

Luik

** Provincie Luik
 * Arrondissement Luik
 Ans
 Awans
 Aywaille
 Bassenge
 Beyne-Heusay
 Blégny
 Chaudfontaine
 Comblain-au-Pont
 Dalhem
 Esneux
 Flémalle
 Fléron
 Grâce-Hollogne
 Herstal
 Juprelle
 Luik
 Neupré
 Saint-Nicolas
 Seraing
 Soumagne
 Sprimont
 Trooz
 Wezet

* Arrondissement Verviers
 Aubel
 Dison
 Herve
 Olne
 Pepinster
 Spa
 Stavelot
 Stoumont
 Theux
 Thimister-Clermont
 Trois-Ponts
 Verviers

* Arrondissement Borgworm
 Crisnée
 Fexhe-le-Haut-Clocher
 Oerle

Marche-en-Famenne

** Provincie Luik
 * Arrondissement Verviers
 Lierneux

 ** Provincie Luxemburg
 * Arrondissement Bastenaken
 Bertogne
 Gouvy
 Houffalize
 Sainte-Ode
 Vielsalm

 * Arrondissement Neufchâteau
 Daverdisse
 Saint-Hubert
 Tellin
 Wellin

** Provincie Namen
 * Arrondissement Namen
 Ciney
 Rochefort
 Somme-Leuze

 * Arrondissement Marche-en-Famenne
 Durbuy
 Erezée
 Hotton
 La Roche-en-Ardenne
 Manhay
 Marche-en-Famenne
 Nassogne
 Rendeux
 Tenneville

Bergen

** Provincie Henegouwen
 * Arrondissement Bergen
 Thuin
 Colfontaine
 Dour
 Frameries
 Hensies
 Honnelles
 Bergen

* Arrondissement Thuin
 Anderlues
 Beaumont
 Binche
 Chimay
 Erquelines
 Estinnes
 Froidchapelle

Quaregnon
 Quévy
 Quiévrain
 Saint-Ghislain

Lobbes
 Merbes-le-Château
 Momignies
 Morlanwelz

Sivry-Rance

** Provincie Namen
 * Arrondissement Philippeville
 Couvin

Moeskroen

** Provincie Henegouwen
 * Arrondissement Doornik
 Antoing
 Brunehaut
 Celles
 Estaimpuis
 Mont-de-l'Enclus
 Pecq
 Péruwelz
 Rumes
 Doornik

* Arrondissement Moeskroen
 Komen-Waasten
 Moeskroen

Ottignies-Louvain-la-Neuve

** Provincie Brabant
 * Arrondissement Nijvel
 Bevekom
 Chaumont-Gistoux
 Court-Saint-Etienne
 Graven
 Hélecine
 Incourt
 Geldenaken
 Mont-Saint-Guibert
 Orp-Jauche
 Ottignies-Louvain-la-Neuve
 Perwijs
 Ramillies
 Rixensart
 Walhain
 Waver

** Provincie Namen
 * Arrondissement Namen
 Eghezée
 Fernelmont
 La Bruyère

- 4° Bij de omzendbrief worden volgende bijlagen gevoegd :
- Bijlage 1 : document dat de OCMW-leden van de plaatselijke adviescommissies van afsluiting naar de mogelijke rechthebbenden moeten sturen.
 - Bijlage 2 : document dat het College van burgemeester en schepenen, gewoonlijk vertegenwoordigd door zijn schepenen van Sociale Zaken, naar de mogelijke rechthebbenden moet sturen.
 - Bijlage 3 : formulier voor de individuele toelageaanvraag.

Brussel, 12 mei 1993.

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

Bijlage 1

Plaatselijke adviescommissie van afsluiting

Mevrouw,
Mijnheer,

Tel :

Mevrouw,
Mijnheer,

Het Waalse Gewest stelt thans kredieten te uwer beschikking om U de mogelijkheid te bieden (roerende en/of onroerende) werkzaamheden in uw woning te laten uitvoeren met het oog op energiebesparingen.

Om aanspraak te kunnen maken op die toelage die hoogstens 50.000 F bedraagt en het geheel van de uitgevoerde werkzaamheden dekt, dient te worden voldaan aan volgende voorwaarden :

1° in aanmerking komen voor de toekenning van het bestaansminimum of afhankelijk zijn van de financiële steun van een OCMW;

2° het globaal maximaal inkomen van het gezin mag niet groter zijn dan de som van de bestaansminima, aan bejaarden gegarandeerde inkomens, tegemoetkomingen aan minder-validen (mogelijkheid om die uitkeringen te cumuleren) die het gezin zou ontvangen indien het over geen ander inkomen zou beschikken dan over die tegemoetkomingen aan elk van zijn leden.

De OCMW-leden van de plaatselijke adviescommissie van afsluiting werden belast met het onderzoek van die dossiers.

Indien U voor die operatie in aanmerking komt, gelieve ons bijgaand document terug te zenden of onverwijld contact op te nemen met onze maatschappelijke help(st)er.

Hoogachtend,

Voor de Commissie :

Bijlage 2

Het College van burgemeester en schepenen
De schepenen van Sociale Zaken

Tel. :

Mevrouw,
Mijnheer,

Het Waalse Gewest stelt thans kredieten te uwer beschikking om U de mogelijkheid te bieden (roerende en/of onroerende) werkzaamheden in uw woning te laten uitvoeren met het oog op energiebesparingen.

Om aanspraak te kunnen maken op die toelage die hoogstens 50.000 BEF bedraagt en het geheel van de uitgevoerde werkzaamheden dekt, dient te worden voldaan aan volgende voorwaarden :

1° * het aan bejaarden gegarandeerde inkomen (Rijksdienst voor Pensioenen) of de hulputkering aan bejaarden (Ministerie van Sociale Voorzorg) genieten;

* recht hebben op :

- een tegemoetkoming aan minder-validen wegens een blijvende arbeidsongeschiktheid of een invaliditeit van minstens 65% (wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen);
- een inkomensvervangende tegemoetkoming aan gehandicapten (wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten);
- een integratieinkomen aan de minder-validen die tot de categorieën II, III en IV behoren (wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten).

2° Het globaal maximaal inkomen van het gezin mag niet groter zijn dan de som van de bestaansminima, aan bejaarden gegarandeerde inkomens, tegemoetkomingen aan minder-validen (mogelijkheid om die uitkeringen te cumuleren) die het gezin zou ontvangen indien het over geen ander inkomen zou beschikken dan over voornoemde tegemoetkomingen aan elk van zijn leden.

Het College van burgemeester en schepenen, vertegenwoordigd door zijn schepenen van Sociale Zaken, is belast met het onderzoek van die dossiers.

Indien U voor die operatie in aanmerking komt, gelieve ons bijgaand document terug te zenden of onverwijld contact op te nemen met onze maatschappelijke help(st)er.

Hoogachtend,

Voor het College van burgemeester en schepenen :

Bijlage 3

Formulier voor de individuele toelagetaanvraag

I. Identificatie van de rechthebbende

a) Naam		Voornaam	Leeftijd
Woonplaats :	Straat	Gemeente	N°/Bus
	Postnummer		

b) Personen ten laste

1. Naam	Voornaam	Leeftijd
2. Naam	Voornaam	Leeftijd
3.		

c) Huurder - Eigenaar (*)

d) Jaarlijkse inkomsten

2. Verbintenis van de rechthebbende

Ondergetekende verklaar kennis te hebben genomen van de voorwaarden van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1993 tot toekenning van toelagen aan gezinnen met een bescheiden inkomen om werkzaamheden te kunnen uitvoeren met het oog op energiebesparingen en ze te aanvaarden. Ik stem er namelijk mee in dat het personeel van het energieloket mijn woning voor, tijdens en na de werkzaamheden bezichtig.

Datum
Handtekening

3. Identificatie van de eigenaar (**)

Naam		Voornaam	
Woonplaats :	Straat	Gemeente	N°/Bus
	Postnummer		

(*) Doorhalen wat niet past.

(**) Invullen indien de rechthebbende huurder is.